

« deux millions et demi dans ta face »

SYNDICAT GÉNÉRAL DES PERSONNELS DU SERVICE PUBLIC DE L'ARCHÉOLOGIE

12, rue de Louvois - 75002 paris
tél : 01 40 15 51 70 fax : 01 40 15 51 77
mèl : sgpa.cgt-culture@culture.gouv.fr

La mobilisation des personnels, tant à l'Inrap que dans les SRA, aura été ce 29 janvier 2009 très forte. Elle répond à la politique gouvernemental en général mais aussi à la manière dont Christine Albanel a laissé les circonstances agir en matière d'archéologie préventive, au mépris de l'intérêt général.

La commission mixte paritaire a adopté, sans modification, les amendements. Les difficultés restent entières ; quant au ministère, il patauge et reste incapable de construire une stratégie claire pour le devenir du service public de l'archéologie préventive où les personnels et les usagers seraient satisfaits.

Quant au gouvernement, il reste sourd à la mobilisation.

29 janvier : la volonté indéfectible de manifester

Partout en France, les cortèges « Culture » ou « Archéo » ont été importants et bien visibles. A titre d'exemple, mais ce n'est pas un cas unique, près de 300 archéologues (CNRS, Universités, étudiants, hors statuts, SRA, Collectivités territoriales et Inrap) d'Ile de France se sont réunis autour de leur gaulois à l'initiative des UMR. Ce fut un franc succès apprécié de tous et ce, malgré le froid de canard qui régnait à la Bastille ! Autre exemple à marquer dans les annales, des archéologues ont constitué un cortège à Saint-Jean-de-Maurienne !

Idem dans les SRA, notamment depuis que les personnels ont appris que le gouvernement avait donné des avis favorables non seulement à la réduction des délais de prescriptions de diagnostics mais aussi au conditionnement des prescriptions de diagnostic et de fouille à des délai d'engagement et d'achèvement des opérations archéologiques.

Quant aux taux de grévistes, ils varient entre 50 % et 82 %.

Les « négociations » du préavis de grève : l'ultra droite à l'œuvre !

Quand la CGT demande au ministère ce qu'il compte entreprendre pour réduire les longues files d'attente des diagnostics et celles, moins longues, des fouilles, le directeur adjoint de Cabinet précise qu'il en discutera avec la ministre... Ça ne nous rassure pas !

Enfin, pour les contrats dits « d'opération », alors que le Parlement précisait qu'ils seraient créés pour les grands travaux liés au plan de relance, le cabinet infirme la nouvelle le 30 en nous informant que ce nouveau contrat ultra précaire sera utilisé pour l'ensemble des opérations de fouilles ! Une vraie provocation !

Les 20 millions du plan de relance : volatilisés comme à la bourse !

Quand la CGT demande, le 28 janvier, si le ministère de la Culture a vraiment la main sur les 20 millions d'euros promis au titre du Plan de relance, la réponse arrive le 30 janvier quand la conseillère sociale nous informe que le ministère essaie de localiser les 20 millions d'euros !

En réalité, dans le Plan de relance du 2 février, il n'est pas question des 20 millions d'euros promis à l'Inrap par le ministre de la relance économique au Sénat. En revanche, il est bien question d'une fouille archéologique sur la RN 162 – déviation de Moulay-Mayenne (53) – en pays de la Loire. Diantre !

En revanche, avec la plan de relance, le « tout-béton » est de retour !

L'ensemble de la communauté archéologique sait que les amendements adoptés tendent vers « moins » d'archéologie préventive, « moins » de recherche archéologique, « moins » de stabilité professionnelle pour les personnels et « plus » de destruction de sites archéologiques.

Si les personnels de l'archéologie ne manquent pas d'argument pour manifester, il n'en reste pas moins que la mobilisation du 29 est bien plus profonde.

Les banquiers, les patrons, les actionnaires ne sont que des robots-machines à vampiriser l'argent partout où il se trouve. Ils ignorent le partage des richesses, cassent les emplois pour garantir des dividendes à leurs actionnaires, détruisent les services et les politiques publics.

En 2008, les entreprises du CAC 40 ont dégagé 94 milliards d'euros de profits !

Dans un entretien au Monde daté du 3 février, le premier ministre, François Fillon, a affirmé que "rien ne serait pire qu'un changement de cap". Le gouvernement reste donc sourd aux aspirations légitimes des personnels dans tous les domaines sociaux et économiques.

Le message est clair : le Président de la République, le Gouvernement et le MEDEF doivent entendre le mécontentement et les revendications légitimes des salariés et changer radicalement de politique.

Si tel n'était pas le cas, ce seront bien les autorités qui feront le choix de l'affrontement et du conflit.

Le Sgpa continuera de prendre toutes ses responsabilités. Si les exigences des salariés ne sont toujours pas entendues, il militera pour que des prolongements très rapides à la journée du 29 janvier soient décidés, dès les rendez-vous unitaires de cette semaine. Il appelle les syndicats et les personnels à débattre sans attendre de ces perspectives.

L'intersyndicale archéologie se réunira le 3 février 2009 pour faire le point et amplifier, dans un mouvement unitaire, la mobilisation d'une nouvelle journée revendicative, et le plus tôt possible.

Paris, le 2 février 2009